



[Elections américaines](#) [Ukraine](#) [Israël/Hamas](#) [LENA](#) [Faits divers](#)

Campus bloqués à Paris

La guerre de Gaza s'invite à la Sorbonne et à Sciences-Po

Blocages de campus, évacuations policières, instrumentalisation politique de tous bords, la cause palestinienne prend d'assaut les unis parisiennes.



[Alain Rebetez](#)

Publié aujourd'hui à 20h33



Des manifestants pro-palestiniens devant l'entrée de la Sorbonne, lundi après-midi, peu avant l'intervention des policiers pour déloger les occupants.

KEYSTONE

«Israël assassin, Sorbonne complice!» Ce lundi après-midi, les slogans qui ont accompagné la tentative d'occupation de l'université de la Sorbonne, à Paris, étaient exactement les mêmes que ceux entendus vendredi dernier lors du blocage de Sciences-Po, à moins d'un kilomètre à vol d'oiseau: «Israël assassin, Sciences-Po complice». Le nombre de manifestants était lui aussi comparable, quelques dizaines d'activistes pour l'occupation du site et quelques centaines d'étudiants pour les soutenir dans la rue. Mais ce lundi, contrairement à la semaine dernière, l'intervention de la police pour évacuer les manifestants a rapidement été requise. Manifestement, les autorités universitaires craignent que le mouvement ne fasse tache d'huile.

Comme à New York

«On est là à l'appel des étudiants de Harvard et Columbia, expliquait lundi après-midi à l'AFP une étudiante. Après les actions à Sciences-Po, on est là pour que ça continue.» De fait, le mode opératoire est calqué sur celui de l'université new-yorkaise de Columbia, qui depuis une dizaine de jours, malgré une première évacuation policière et une centaine d'arrestations, connaît une occupation de son site par des manifestants propalestiniens.

À la Sorbonne, le mode d'action est le même et les revendications identiques à celles déjà formulées la semaine dernière à Sciences-Po: les étudiants exigent une prise de position de leur université pour dénoncer l'intervention militaire à Gaza et ils demandent la fin des partenariats entre leur institution et les universités israéliennes «complices du génocide et de la colonisation en Palestine».



Vendredi devant l'entrée du bâtiment principal de Sciences-Po, rue Saint-Guillaume, des manifestants soutiennent les occupants aux fenêtres.

JULIEN DE ROSA /AFP

Le mot central est «génocide». Et c'est bien autour de l'usage de ce terme que se divisent les réactions politiques. En France, un seul parti taxe sans ambages de génocide l'intervention militaire israélienne à Gaza: c'est la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Vendredi dernier, alors qu'il était en déplacement en Arménie, le dirigeant de LFI a transmis un message de soutien enregistré aux occupants de Sciences-Po: «Je voulais à tout prix vous adresser le salut le plus reconnaissant et le plus admiratif pour le travail que vous avez engagé. Vous êtes à l'instant, pour nous, l'honneur de notre pays», leur déclarait-il.

Tout au long de la journée, des députés LFI s'étaient précipités auprès des occupants pour manifester leur soutien et la candidate aux élections européennes, Rima Hassan, d'origine palestinienne, avait même tweeté sur X: «Venez tous et toutes à Sciences-Po, l'heure est au soulèvement.» Un message qui avait déclenché la colère de la ministre de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, qui dénonçait «un jeu dangereux, à des fins purement électorales» et appelait à faire la différence entre «le débat sur des sujets graves, et l'instrumentalisation, la violence, qui ne représentent pas ce qu'on porte dans nos établissements».

Rima Hassan  
@RimaHas · [Follow](#)

Venez tous et toutes à [@sciencespo](#) l'heure est au soulèvement 🇵🇸❤️.

11:01 AM · Apr 26, 2024 

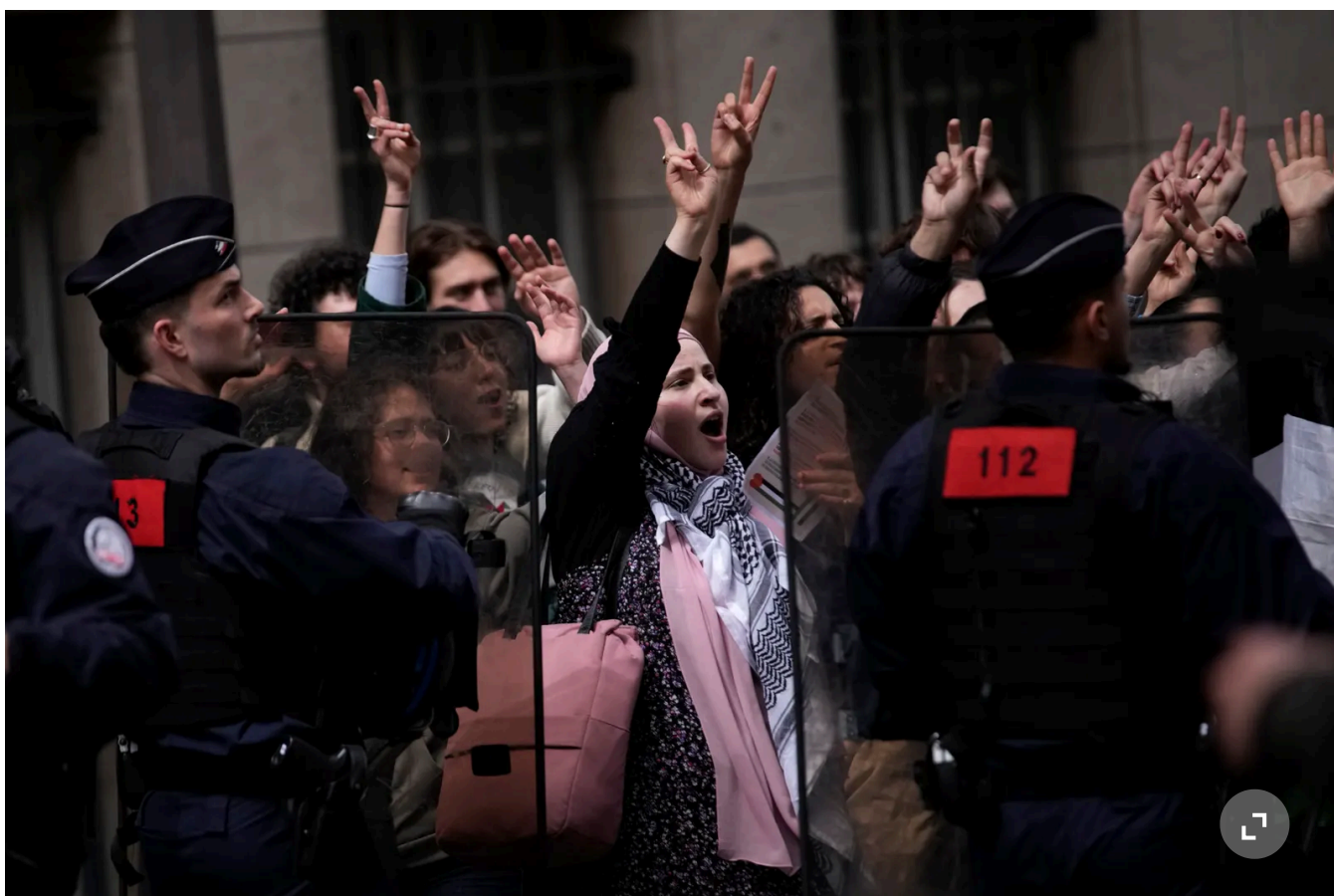
 **6.8K**  **Reply**  **Share**

[Read 1.8K replies](#)

Gauche divisée

Lundi matin, rebelote, Rima Hassan annonçait le blocage de la Sorbonne et répétait son appel – «L'heure est au soulèvement, go les soutenir!» Mais tandis que plusieurs députés LFI se précipitaient à la Sorbonne, la gauche était divisée.

Raphaël Glucksmann, tête de liste pour le parti socialiste aux élections européennes, refuse d'approuver les blocages. Vendredi dernier, sur BFM TV, il a certes qualifié de «digne et noble» la solidarité à l'égard des Palestiniens, mais il a pris ses distances avec l'action des étudiants: «Dans quelle atmosphère on le fait? Est-ce qu'on est capable d'organiser des discussions avec ceux qui ne partagent pas le point de vue? Jusqu'ici, ce n'est pas le cas. Donc on a un problème et la direction de Sciences-Po a le droit de décider d'évacuer.»



Face à la police, des manifestants devant la Sorbonne.

AP/Christophe Ena

À Sciences-Po, cette évacuation s'est faite dans le calme et elle avait été négociée, vendredi soir, contre la promesse d'organiser un «town hall» d'ici au jeudi 2 mai. Soit une sorte d'assemblée générale des étudiants, où la direction répondra aux interpellations mais où «toutes les communautés de Sciences-Po» seront représentées. En somme, la direction a tenté de sortir du blocage en proposant une forme de débat.

Violentes critiques

Cette sortie de crise négociée était violemment critiquée lundi dans les rangs de la droite: «Sciences-Po s'incline face à la pression islamo-gauchiste», titrait «Le Figaro», tandis que François-Xavier Bellamy (LR) dénonçait «un accord de la honte», Jordan Bardella (RN) une «douloureuse dérive», et que la présidente de Région Île-de-France, Valérie Pécresse, annonçait une suspension de ses subventions à l'établissement.

Après l'évacuation musclée de la Sorbonne, le «town hall» du 2 mai sera comme un test: est-il encore possible de débattre du conflit israélo-palestinien avec un minimum de dignité dans une université?

[Plus d'infos](#)

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

10 commentaires